

Le vendredi 19 janv 2007

Un sondage imprudent

Rachad Antonius, Jean-Claude Icar et Micheline Labelle

Il n'est pas exagéré de dire que le Québec tout entier a été ébranlé par le "scoop" du Journal de Montréal, à l'effet que 59% des Québécois se disent racistes.

Or, pour beaucoup de Québécois de diverses origines, les résultats de cette question ne correspondent tout simplement pas à la réalité. Pour nous, chercheurs qui travaillons à identifier les facteurs sociaux qui produisent ou reproduisent le racisme et qui le dénonçons sans compromis, ces résultats n'ont aucun sens. Oui, le racisme existe, et il faut mettre tout en oeuvre pour le combattre. Mais de là à affirmer que 59% des Québécois sont racistes, il y a un ravin plutôt qu'un fossé, et les impératifs commerciaux d'un "scoop" sensationnaliste ne justifient aucunement de le franchir, surtout quant on considère les conséquences de cette façon de poser le problème.

Deux facteurs expliquent ces résultats aberrants, témoignant d'une méthodologie douteuse: l'usage d'une terminologie confuse, et l'agrégation de catégories qui sont qualitativement différentes et qui ne devraient pas être agrégées.

Commençons par la terminologie. La question 11 du questionnaire fait référence au terme "racisme" sans le préciser, ce qui fait que les sondés peuvent vouloir dire des choses fort différentes! Or le racisme, ce n'est pas rien. Le racisme constitue "Une idéologie qui se traduit par des préjugés, des pratiques de discrimination, de ségrégation et de violence, impliquant des rapports de pouvoir entre des groupes sociaux, qui a une fonction de stigmatisation, de légitimation et de domination, et dont les logiques d'infériorisation et de différenciation peuvent varier dans le temps et l'espace" (Labelle, Un lexique du racisme, UNESCO, 2006).

Utilisation abusive

Il est peu probable que tous les sondés aient pris le terme dans toute sa signification pour se dire "racistes". Il y a donc là une utilisation abusive du mot, qui devient un fourre-tout pour exprimer toute une gamme d'attitudes possibles, allant de l'attitude antagoniste et agressive face à ceux et celles que l'on perçoit comme étrangers (ce qui relève effectivement du racisme), à une attitude d'appréhension face aux questions existentielles que pose l'immigration à la société québécoise.

Le deuxième problème est celui du regroupement des catégories, ceux qui se disent fortement racistes étant amalgamés à ceux qui se disent moyennement ou faiblement racistes pour donner ce fameux total de 59%. Or, que voudrait dire la réponse "moyennement raciste" ou encore "légèrement raciste"? De nombreuses interprétations pourraient en être données par les répondants. Cela pourrait vouloir dire que la personne interviewée n'est pas spontanément portée vers ceux ou celles qui ne lui ressemblent pas, qu'elle en est consciente, et qu'elle se sent peut-être coupable de cette situation. Ou encore qu'elle ne fait pas tous les efforts qu'elle se sent obligée de faire pour s'ouvrir à l'autre, etc.

Une prise en compte des réponses aux autres questions (qui n'étaient pas rendues publiques au moment d'écrire ces lignes) aurait permis de voir autrement les résultats de la question 11. Ainsi, on l'a appris par la suite, 78% des membres des communautés culturelles se sentent bien accueillis. Le seraient-ils si 60% des citoyens (ou même plus, si on exclut les dites communautés

du calcul!) leur manifestaient de l'hostilité? Plus de 50% des répondants estiment que le racisme est un problème. C'est-à-dire qu'ils et elles n'endossent pas cette idéologie, autrement ce ne serait pas un problème! Conclusion: l'agrégation des diverses catégories de réponses est logiquement indéfendable.

Le procédé est d'autant plus pernicieux qu'il s'agit d'une auto-classification: si les gens se disent eux-mêmes racistes, allez-vous mettre en doute leur propre réponse? Personne n'accuse le peuple, il s'accuse lui-même!

Or c'est le résultat de cette question spécifique qui a été mis en exergue, alors que les autres questions auraient apporté un portrait plus nuancé, moins alarmiste, et surtout moins porteur de zizanie.

Impact sociétal

Ceci nous amène à notre deuxième préoccupation: l'impact sociétal. La mise en exergue de ce résultat abusivement amalgamé pourrait avoir un double effet. Pour les nouveaux arrivants dont l'expérience au Québec est limitée, cela va forger leur perception et leur attitude, et ne les encouragera certainement pas à vouloir participer pleinement à une société aussi "raciste". Pour ceux et celles qui ont tendance à se méfier de l'Autre ou à lui être hostile, ce résultat malheureux agira comme une caution: le nombre nous donne raison, penseront-ils. Ceci constituera un encouragement, pour les marges hostiles aux immigrants, à manifester cette hostilité ouvertement. Sans vouloir établir un lien de cause à effet direct entre le sondage et le vandalisme d'une école musulmane, on peut raisonnablement estimer qu'il y a là un encouragement et une légitimation de l'expression ouverte de l'hostilité.

Tout cela ne jouera aucun rôle positif dans la construction d'un dialogue entre les diverses composantes de la société québécoise. À ce titre, le sondage exclut complètement les Autochtones de la conscience publique. Et Jean-Marc Léger n'a eu de cesse de présenter l'opinion des Québécois (l'un des échantillons de son sondage) versus celle des "communautés culturelles" (autre échantillon), entretenant la dichotomie politique qui s'est instaurée dans l'opinion publique depuis des lustres. Que contenait le premier échantillon? Seulement des Québécois d'origine canadienne-française? Quant au second, les personnes issues des dites communautés culturelles ne sont-elles pas aussi des Québécois à part entière?

En conclusion, le Journal de Montréal nous a livré un "scoop" médiatique de mauvais goût qui aura des répercussions négatives dépassant de loin les frontières du Québec. Profiter d'une conjoncture enflammée sur les accommodements raisonnables, qu'attise Mario Dumont de manière irresponsable, n'est pas la meilleure façon d'amener des gens à travailler ensemble pour bâtir une communauté de citoyens et un avenir commun. (...)

Les auteurs oeuvrent à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations, de l'UQAM.